



DECLARATION DE LA FSU LOIRE CDEN DU 3 MARS 2022

Ce CDEN se tient dans un contexte international dramatique et anxiogène. Cette crise devra certainement poser le sujet de l'accueil des réfugiés et des enfants à scolariser dans les meilleures conditions possibles dans un avenir très proche.

La dotation académique pour le premier degré a plutôt été favorable pour cette année qui compte des échéances électorales importantes, elle permet d'améliorer le taux d'encadrement dans certaines écoles. Ceci était réclamé régulièrement et depuis plusieurs années par la FSU. Cette politique où l'on avance à trop petits pas ne permet pas de répondre à toutes les situations puisqu'à effectifs équivalents, certaines écoles ne profitent pas, faute de moyens, des priorités annoncées par le ministre. Ainsi, St Genest Lerpt, Gaspard Monge maternelle en REP+, Mars, St Martin Lestrat et d'autres ... ne voient pas leur situation s'améliorer.

D'autre part, le manque de moyens en éducation spécialisée pour l'accueil des élèves en situation de handicap reste entier : l'investissement éducatif ne permet pas d'accompagner ces élèves qui n'obtiennent pas les conditions d'encadrement auxquelles ils ont droit : le manque de places en établissements et de personnels AESH est récurrent. Le budget consacré au recrutement des AESH est consommé, comment faire alors lorsqu'une notification se déclare en cours d'année ou qu'un cas lourd arrive dans une école ?

Sur la difficulté scolaire, nous réitérons notre demande d'augmenter le contingent des RASED : ils font cruellement défaut pour permettre une véritable prévention et pourraient participer, avec de véritables moyens, à réduire les inégalités scolaires.

D'autres questions sont soulevées dans les salles des maîtres : comment faire face et répondre aux familles devant le manque de services de soins ? Comment accepter, qu'après des signalements ou des informations préoccupantes très difficiles à rédiger, toujours dans l'urgence et chronophages, il y ait si peu de retours. Les équipes en restent très souvent désemparées.

Le ministre communique largement sur l'amélioration des conditions de travail des directeurs. Or, à la fin du mandat présidentiel, seuls 20% des directeurs auront une augmentation significative de décharge alors que tout le monde a pointé du doigt la surcharge générale que la pandémie a encore accentuée. Malgré nos demandes, l'administration s'évertue à ne pas renforcer le contingent de remplaçants. Les manques mettaient les équipes en difficulté avant la pandémie et force est de constater que l'on sera encore en situation très tendue l'an prochain, pandémie ou pas.

Enfin, même si nous notons que vous avez entendu et pris en compte certaines problématiques soulevées par la FSU lors des échanges en amont (accueil des 2 ans, particularités du quartier de la Chapelle ...), les moyens que vous déployez ne sont pas à la hauteur des enjeux pour la FSU. La politique ministérielle qui réduit de manière drastique l'accueil des 2 ans, particulièrement en Education prioritaire, est inexplicable et contraire à tout souhait de vouloir agir contre les inégalités scolaires. Tous les chercheurs sont d'accord là dessus. Et observer que l'école privée, de son côté en accueille chaque année un peu plus, y compris dans des quartiers favorisés nous heurtent. Nous attendons des explications sur ce bien malheureux constat.

Pour le second degré

Les mobilisations historiques des enseignants de ce début d'année doivent permettre de replacer le débat sur l'école au cœur de l'élection présidentielle à venir. Le quinquennat d'Emmanuel Macron, qui a laissé Jean-Michel Blanquer décider de la politique éducative de la France pendant toute la durée du mandat, porte la responsabilité de nombreuses défaillances, voire de nombreux échecs :

- Une communication indigne avec les personnels qui n'a fait qu'accroître le sentiment d'isolement et de mépris dont ils sont victimes
- Des réformes qui creusent le fossé entre les établissements, entre les élèves, entre les catégories socio-professionnelles de leurs familles, et entre les territoires
- Des réformes qui sapent la confiance des personnels en leur métier par des mesures économiques qui ont complètement dénaturé le diplôme du bac, devenu un diplôme local ; des économies qui ont fait quasiment disparaître les maths du lycée, et qui auront de lourdes conséquences pour l'avenir à n'en pas douter... c'est la reconnaissance par le Ministre de l'insanité de sa réforme qui le conduit aujourd'hui, bien tardivement, à mettre en place un comité de consultation sur l'enseignement des mathématiques au lycée général.
- La dégradation du lien entre les élèves et leurs enseignants avec la mise en place du contrôle continu
- Un renforcement de l'enseignement privé qui culmine avec la récente nomination de Mark Sherringham à la tête du CSP

Autant d'insuffisances qui nous affectent et transforment profondément nos métiers...

Dans la Loire, les DHG ne permettront pas de travailler dans de bonnes conditions et ne sont pas de nature à pallier les manques occasionnés par deux années de crise sanitaire.

En collège, le nombre d'élèves augmente (+ 70), tandis que 50,2 heures sont supprimées (dont 45,7 heures postes). Les IMP sont en baisse de 4,5 heures. Cette dotation insuffisante a été dénoncée en CTSD. Elle égale celle de la rentrée 2020 qui était la plus faible du quinquennat Macron : le nombre d'heures par élève en collège dans la Loire est le deuxième plus faible en 5 ans (1,186).

En lycée général et technologique : plus de 24 équivalents temps pleins sont supprimés, soit 433,5 heures. Des moyens doivent être engagés pour permettre une stabilisation des conditions de travail, à défaut d'une amélioration, eu égard aux conséquences délétères engendrées par deux années de crise sanitaire.

Les conséquences de ces réductions de moyens sont connues : suppressions de postes, mesures de carte scolaire, postes à compléments de service, hausse des effectifs par division, conditions d'enseignement dégradées tant pour les enseignants que pour leurs élèves...

La crise a mis en lumière des manquements observés et subis de longue date sur le terrain : le manque d'enseignants remplaçants et le recours massif à la contractualisation qui dévoient et dévaluent toujours davantage l'exigence que nous nous devons pourtant de maintenir pour nos élèves et leurs familles.